ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2013

FEVRIER 2016

Directeur Général, Directeur de publication	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales P.I.	Papa Ibrahima S. SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA Atoumane FALL, Abdoulaye Mamadou TALL, Ndeye Aida FAYE TALL, Jean Rodrique MALOU, Bintou DIACK, Ramlatou DIALLO, Oumar DIOP, Abdoulaye FAYE, Adjibou Oppa BARRY, Ndeye Binta DIEME COLY, Saliou MBENGUE, Thiayédia NDIAYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOUM et Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Woudou DEME
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Mamadou DAFFE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENGHOR
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO
22. CULTURE	Atoumane FALL

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

L'agriculture dispose d'un important potentiel pour contribuer significativement à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB). Elle joue aussi un rôle majeur dans l'amélioration de l'alimentation des populations et la consolidation de la sécurité alimentaire du pays.

Toutefois, sa croissance reste encore liée aux aléas climatiques, elle est fortement dépendante de la pluviométrie. La campagne 2013/2014 n'a pas été à la hauteur des bonnes performances notées en 2008, 2009 et 2010. Toutes les spéculations, céréalières et oléagineuses, ont enregistré des baisses. Pour atténuer la vulnérabilité de l'agriculture aux aléas climatiques, l'Etat oriente davantage ses politiques de développement du secteur sur l'expansion de l'irrigation et la promotion de l'horticulture.

Ce chapitre passe en revue, d'une part, les objectifs stratégiques poursuivis durant l'année 2013 par l'Etat pour le développement de l'agriculture et, d'autre part, les performances enregistrées,dans le sous-secteur.

IX.1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET ACTIONS ENTREPRISES PAR LE GOUVERNEMENT EN 2013

Depuis l'avènement du Plan Sénégal Emergeant (PSE), les orientations de l'Etat, pour le secteur, se sont recentrées sur l'axe visant « une transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction d'investissements ». S'adossant sur le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), la mise en œuvre des axes du PSE s'est alors traduite par la conception, en cours, d'un Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) qui poursuit trois Objectifs Stratégiques (OS) : (i) améliorer et sécuriser la base productive, (ii) augmenter la production et la productivité et (iii) améliorer l'efficacité du pilotage du secteur.

Le premier OS ambitionne la production, en quantité suffisante, de semences de qualité, la réalisation et la réhabilitation d'aménagements agricoles, l'instauration d'un cadre adéquat de gestion du foncier rural.

Le deuxième OS poursuit la valorisation des filières agricoles (riz, maïs, sésame, manioc, etc.), la facilitation de l'accès aux intrants ainsi que l'équipement en matériel agricole des agriculteurs.

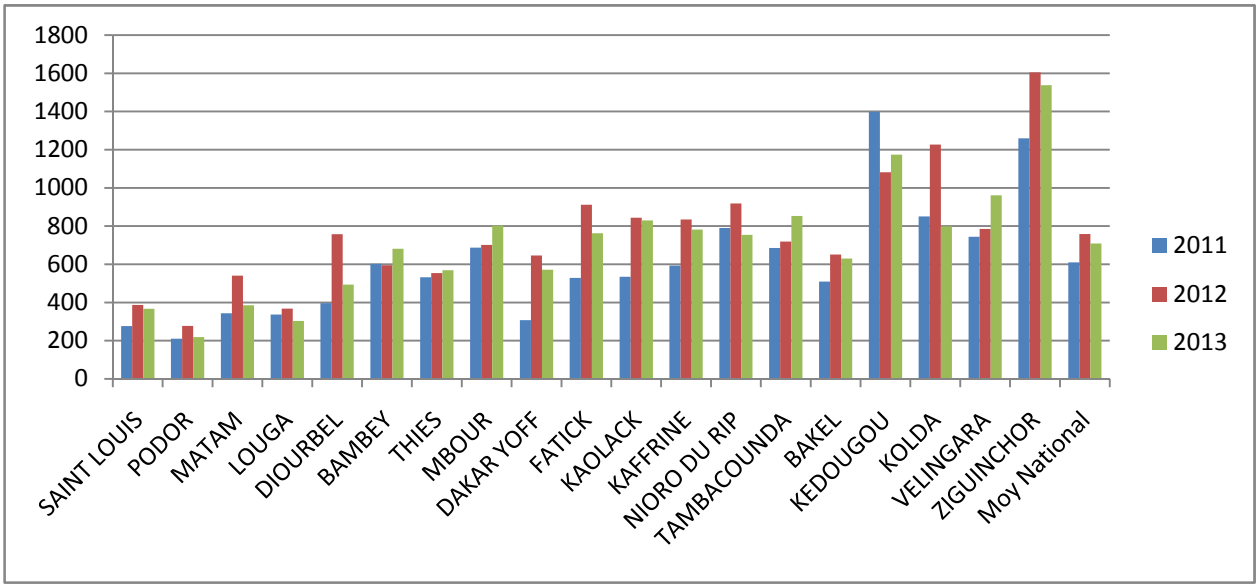
Le dernier OS vise la coordination et le pilotage sectoriel par le renforcement du contrôle et de la réglementation, du suivi-évaluation, la réhabilitation des structures centrales et déconcentrées, la consolidation du système de protection et d'assurance sociale des producteurs, l'appui au conseil et à la recherche agricole, etc.

Ainsi, l'Etat a consenti, en 2013, des subventions en faveur des petits agriculteurs. Ces subventions sont composées de 8,2 milliards FCFA pour l'achat des semences d'arachide, 13,9 milliards FCFA pour les engrais, 3,4 milliards FCFA pour la reconduite des programmes spéciaux (maïs, riz, fonio, niébé, mil et sorgho) et 5,0 milliards FCFA pour la reconstruction du capital semencier. De plus, un montant de 1,8 milliard CFA a été injecté pour soutenir la filière coton. Aussi, une enveloppe de 1 milliard FCFA a-t-elle été investie pour la lutte phytosanitaire. D'autres réalisations ont aussi été notées et ont porté sur le rééquipement en matériel agricole des producteurs (5 milliards FCFA), l'appui aux autres projets et programmes agricoles (7,3 milliards FCFA) etc. En somme, l'apport de l'Etat se chiffre à 46,1 milliards[18] en 2013.

[18] Source : DAPSA/DA

IX.2. PLUVIOMETRIE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2013/2014

Graphique 9.1 : Cumul de pluies de quelques stations (en mm)



Source : Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM) du Sénégal

Le cumul moyen par station s'est élevé à 709 millimètres (mm) en 2013, soit une baisse de 6,5% par rapport à 2012. L'hivernage de 2013 a été marqué par des pauses pluviométriques à la suite du retard observé pour l'installation des premières pluies.

Cette situation a eu un impact négatif sur les niveaux des rendements de toutes les spéculations.

IX.3. PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE EN 2013

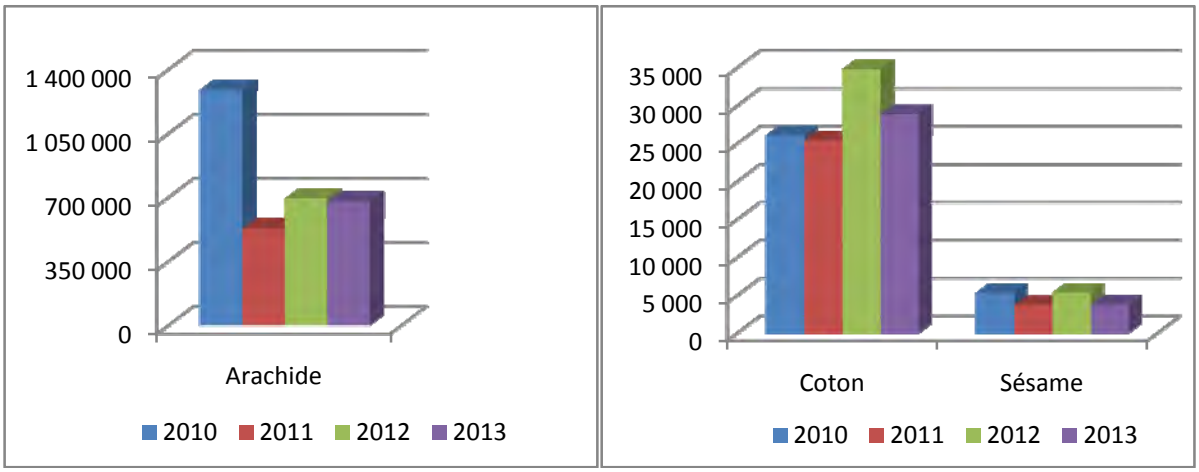
La production agricole de 2013 a enregistré une baisse par rapport à celle de 2012.

IX.3.1. AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION

En dépit de l'accroissement des superficies emblavées (+29,3% par rapport à 2012), la production d'arachide s'est réduite à 677 456 tonnes, soit une diminution de 2,2% par rapport à la campagne précédente. Cette situation, imputable à la faiblesse des rendements (739 kg/ha contre 977 kg/ha en 2012), est liée, entre autres, à la mauvaise pluviométrie.

La production de coton, après avoir enregistré une reprise un an auparavant, a de nouveau fléchi de 17,1% par rapport à 2012. Elle s'est établie à 28 818 tonnes avec la réduction des superficies emblavées (-4,3%) et la baisse des rendements (-0,8%).

Graphique 9.2 : Productions de l'agriculture industrielle et d'exportation (en tonnes)

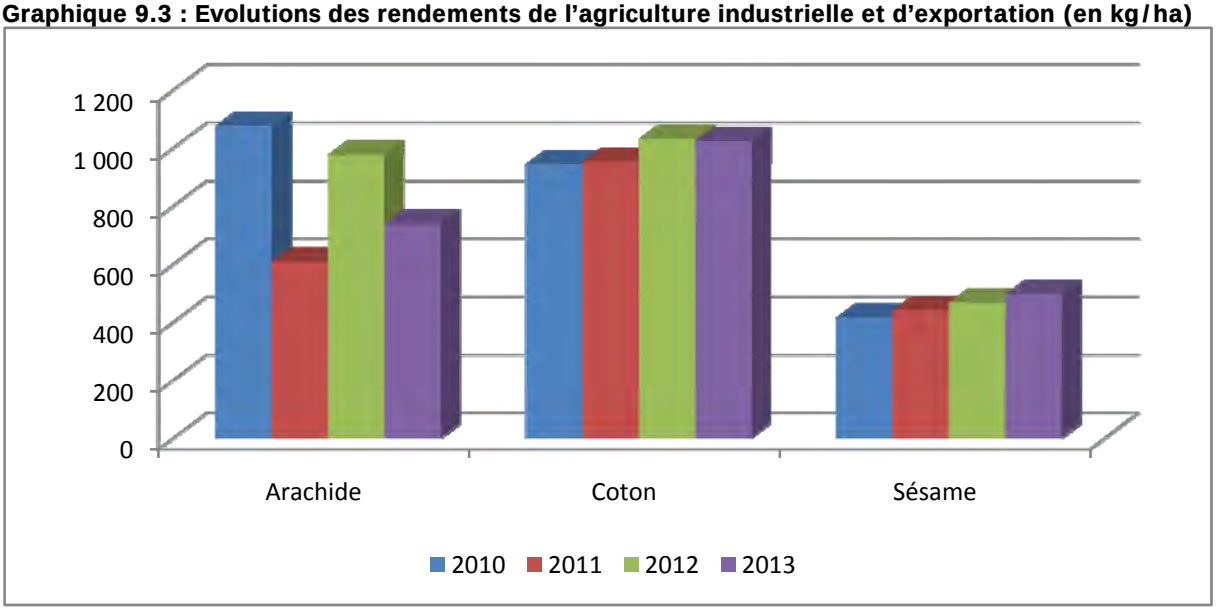


Source : DAPSA/EAA 2013

La production de sésame s'est contractée en 2013 (3 689 tonnes, soit une baisse de 30,3%), après un accroissement de 44,7% enregistré durant l'année antérieure.

La production de tomate industrielle a subi un repli de 13,0%, par rapport aux résultats de la précédente campagne pour s'établir à 80 000 tonnes. Cette situation est principalement due au désistement de certaines unions hydrauliques[19] et aux contraintes phytosanitaires dues à une maladie causée par l'acariose bronzée et la bactériose.

Graphique 9.3 : Evolutions des rendements de l'agriculture industrielle et d'exportation (en kg/ha)



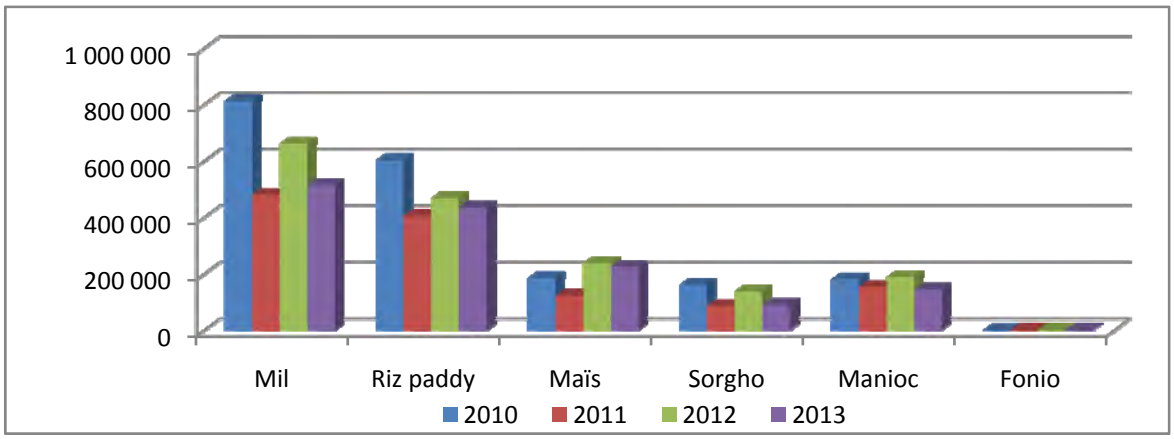
Source : DAPSA/EAA 2013

[19] Les unions hydrauliques sont des organisations paysannes agricoles, qui sont les gestionnaires des aménagements et équipements hydro-agricoles.

IX.3.2. AGRICULTURE VIVRIERE

La production de céréales en 2013 s'est contractée de 15,9% en 2013. Cette situation est à mettre en liaison avec, d'une part, la baisse des rendements (-14,1%) expliquée par l'installation tardive de pluies régulières et, d'autre part, la diminution des superficies emblavées de 9,4% (voir graphique 6.5).

Graphique 9.4 : Productions de l'agriculture vivrière (en tonnes)



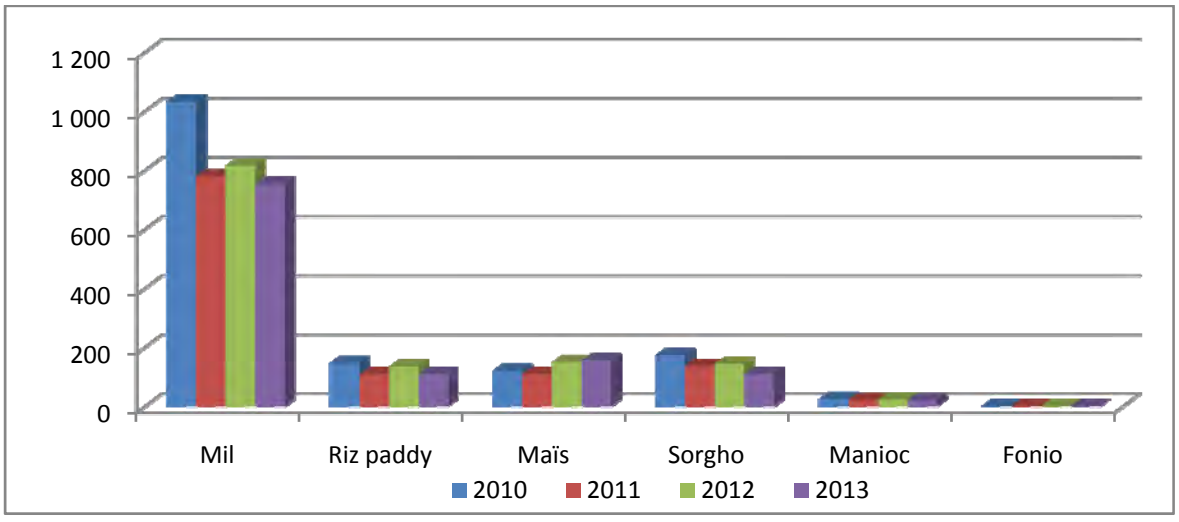
Source : DAPSA/EAA 2013

Comme l'illustre le graphique 6.4, les productions de riz, mil, sorgho et maïs ont, respectivement, baissé de 7,1%, 22,2%, 34,0% et 5,5%.

La production de manioc s'est aussi repliée de 22,9% à cause de la réduction concomitante des superficies emblavées (-11,6%) et des rendements (-12,8%).

De même, la production de niébé a décliné (-26,0%) en s'établissant à 40 688 tonnes en 2013 contre 55 015 tonnes en 2012.

Graphique 9.5 : Evolution des superficies emblavées de l'agriculture vivrière (en milliers ha)



Source : DAPS/EAA 2013

En revanche, le rythme de croissance du sous-secteur de l'horticulture, enclenché depuis les années 2000, se poursuit. La production de légumes (hors tomates industrielles) a franchi la barre des 660 000 tonnes en 2013 (soit une hausse de 10,0% par rapport à 2012) en liaison avec les bonnes performances des activités de cultures d'oignons. La production d'oignons s'est établie à 230 000 tonnes en 2013 contre 210 000 tonnes en 2012. Quant à la production fruitière (non compris la pastèque), elle a crû de 4,3% en 2013. La production de mangues demeure la principale activité de production de fruits. Elle a enregistré une augmentation de 4,0% en 2013 pour s'établir à 130 000 tonnes de mangues. La production de pastèques en 2013 a baissé de 23,3%, comparée à celle de 2012.

IX.3.3. COMMERCIALISATION

La campagne 2013 de commercialisation de l'arachide s'est soldée par une collecte de 280 557 tonnes pour les huiliers et 24 437 tonnes pour les semences certifiées, soit 45,0% de la production. Le prix fixé par le Comité National Interprofessionnel de l'Arachide (CNIA) est de 200 FCFA/Kg contre 190 FCFA/Kg en 2012.

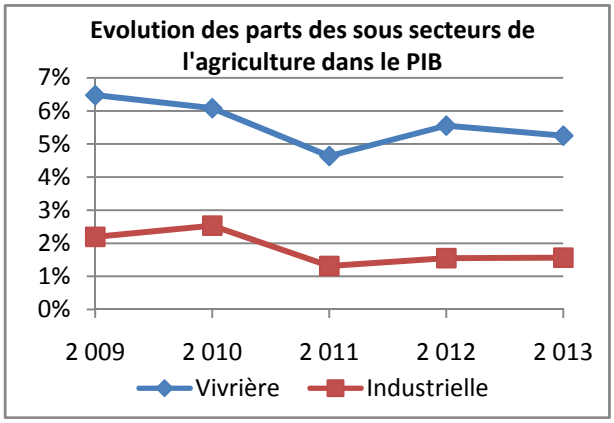
La production de coton a été entièrement commercialisée. Le volume collecté est de 28 818 tonnes. Le comité de gestion du fonds de soutien au producteur a maintenu le prix de la campagne précédente (255 FCFA/Kg).

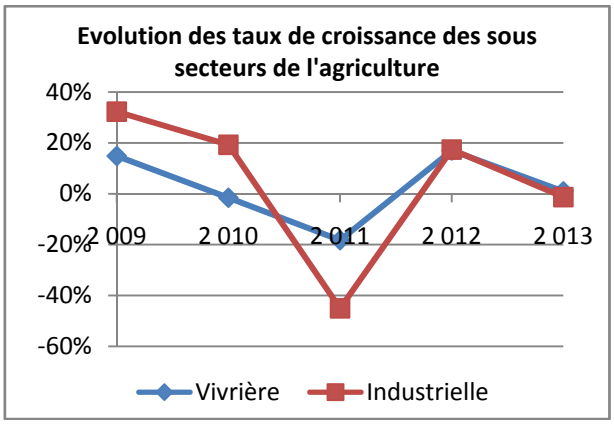
IX.3.4. PERFORMANCES MACROECONOMIQUES

Malgré la forte baisse des spéculations céréalières et des cultures industrielles, la valeur ajoutée agricole a été marquée par une légère hausse (0,3%) en 2013 en liaison avec la croissance vigoureuse des activités de productions horticoles. La valeur ajoutée (en volume) de la branche « agriculture vivrière » a enregistré une progression de 1,0% tandis que celle de l' «agriculture industrielle» a fléchi de 1,3%.

S'agissant de la part de l'agriculture (agriculture vivrière et agriculture industrielle et d'exportation) dans le PIB, elle a reculé de 0,3 point, passant de 7,1% en 2012 à 6,8% en 2013.

Graphique 9.6 : Situation macro sectorielle de l'agriculture





Source : ANSD/juillet 2013

IX.3.5. SECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse du bilan céréalier 2013/2014 laisse apparaître une production nationale céréalière insuffisante pour couvrir les besoins. Les disponibilités nationales céréalières (production nette + stock initial) sont évaluées à 1 079 617 tonnes pour des besoins estimés à 2 381 616 tonnes, soit une couverture de 45,3% représentant cinq (05) mois des besoins estimés. En tenant compte des importations de céréales (1 205 000 tonnes dont 750 000 tonnes de riz, 350 000 tonne de blé, 25 000 tonnes de sorgho et 80 000 tonnes de maïs) et des aides alimentaires (24 703 tonnes), le solde net du bilan dégage un déficit de 222 596 tonnes. En outre, la consommation annuelle apparente de céréales va s'élever à 167,7 kg/habitant, inférieure à la norme fixée à 185 kg/habitant par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Conclusion

La campagne agricole 2013/2014 a été caractérisée par une mauvaise pluviométrie. La production a reculé, malgré la poursuite des initiatives gouvernementales. L'Etat a dépensé 46,1 milliards FCFA pour l'achat des intrants agricoles, le soutien des filières en difficulté et la lutte phytosanitaire. Dans ce sillage, le taux de couverture des besoins céréaliers s'est détérioré (45,3% en 2013 contre 48,1% en 2012). Sur le plan économique, l'activité agricole a quasiment stagné (0,3%).